



Parc des Glaisins
7, avenue du Pré Félin
Annecy-le-Vieux
74940 Annecy

Baikowski

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Baikowski

Société anonyme
RCS Annecy 303 970 388

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de la société Baikowski,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Baikowski relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Engagements de retraite » de l'annexe des comptes annuels qui décrit la mise à jour du règlement de l'ANC relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires et les effets sur les comptes annuels.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les stocks et en-cours figurent au bilan au 31 décembre 2021 pour un montant net de 7 037 milliers d'euros et représentent un des postes les plus importants du bilan. Comme indiqué dans la note « Méthodes d'évaluation – Stocks », les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production. Les stocks de produits en-cours d'industrialisation sont valorisés à un prix standard.

Nos travaux ont consisté à examiner les données, à apprécier les hypothèses retenues par la direction pour évaluer les coûts de production, en particulier la capacité normale de production, et à comparer les hypothèses retenues pour la période précédente avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la réalisation des objectifs passés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'assemblée générale.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement

s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les commissaires aux comptes

Mazars

Annecy, date de la signature numérique

22/04/2022

DocuSigned by:
JÉRÔME NEURET
75636F48A1E940D...

Jérôme Neyret



Signature
numérique de
Bruno POUGET
Date :
2022.04.22
18:24:34
+02'00'

Bruno Pouget

Comptes sociaux annuels et annexe

1.1 Comptes sociaux annuels de Baikowski SA

Actif (en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
Frais d'établissement		
Frais de développement		
Concessions, brevets et droits similaires	420	670
Fonds commercial		
Autres immobilisations incorporelles		
Avances, acomptes sur immo. incorporelles		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
Terrains	1 395	1 395
Constructions	5 771	6 355
Installations techniques, matériel, outillage	5 688	7 680
Autres immobilisations corporelles	3 728	2 963
Immobilisations en cours	506	432
Avances et acomptes		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		
Participations par mise en équivalence		
Autres participations	7 161	7 161
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts	135	107
Autres immobilisations financières	322	177
ACTIF IMMOBILISE	25 126	26 939
STOCKS ET EN-COURS		
Matières premières, approvisionnements	2 417	3 342
En-cours de production de biens	2 794	2 476
En-cours de production de services		
Produits intermédiaires et finis	1 669	1 572
Marchandises	157	862
Avances et acomptes versés sur commandes	198	
CREANCES		
Créances clients et comptes rattachés	6 036	5 889
Autres créances	3 753	3 463
Capital souscrit et appelé, non versé		
DIVERS		
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :		
Disponibilités	6 599	5 331
COMPTES DE REGULARISATION		
Charges constatées d'avance	103	76
ACTIF CIRCULANT	23 726	23 012
Frais d'émission d'emprunts à étaler		
Primes de remboursement des obligations		
Ecart de conversion actif	32	88
TOTAL GENERAL	48 884	50 040

Passif (en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel	4 590	4 590
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 959	1 959
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :		
Réserve légale	459	459
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes	14 845	12 410
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	4 914	2 316
Subventions d'investissement	99	11
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	26 865	21 745
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	494	208
Provisions pour charges	1 455	1 566
PROVISIONS	1 949	1 773
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	12 519	19 141
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs	1 382	456
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	55	
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 377	4 177
Dettes fiscales et sociales	3 094	2 305
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	497	363
Autres dettes	8	
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	123	
DETTES	20 055	26 441
Ecarts de conversion passif	15	80
TOTAL GENERAL	48 884	50 040

Compte de résultat (en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises	2 321	1 452
Production vendue de biens	35 300	27 714
Production vendue de services	760	856
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	38 381	30 022
Production stockée	355	(2 050)
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	138	54
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges	822	784
Autres produits	798	1 025
PRODUITS D'EXPLOITATION	40 494	29 835
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	909	1 695
Variation de stock (marchandises)	695	(679)
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)	8 790	6 584
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)	733	562
Autres achats et charges externes	8 819	6 168
Impôts, taxes et versements assimilés	496	714
Salaires et traitements	6 862	6 179
Charges sociales	3 908	3 249
DOTATIONS D'EXPLOITATION		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	3 260	3 393
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	767	624
Dotations aux provisions	399	227
Autres charges	604	1 107
CHARGES D'EXPLOITATION	36 242	29 823
RESULTAT D'EXPLOITATION	4 252	12
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participations	1 117	1 910
Autres intérêts et produits assimilés	16	12
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		8
Différences positives de change	36	6
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	56	3
PRODUITS FINANCIERS	1 225	1 939
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	173	265
Différences négatives de change	47	(94)
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		53
CHARGES FINANCIERES	220	224
RESULTAT FINANCIER	1 005	1 715
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	5 257	1 727
Produits exceptionnels sur opérations en capital	16	23
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	16	23
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	286	0
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	286	0
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(270)	23
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	235	
Impôts sur les bénéfices	(162)	(566)
TOTAL DES PRODUITS	41 734	31 797
TOTAL DES CHARGES	36 820	29 481
BENEFICE OU PERTE	4 914	2 316

Le chiffre d'affaires 2021 est de 38 381 k€ dont 1 210 k€ en France et 37 171 k€ à l'export.

1.2. Annexe aux comptes sociaux annuels

Tous les montants figurant dans ces notes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

1.2.1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence. Le bilan de l'exercice présente un total de 48 884 k€.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total de produits de 41 734 k€ et un total de charges de 36 820 k€, dégageant ainsi un résultat de 4 914 k€. L'exercice considéré, d'une durée de 12 mois, débute le 1er janvier et finit le 31 décembre. Cet exercice est comparable avec le précédent.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- le règlement ANC 2020-05 du 24 juillet 2020 modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.
- la loi n° 83 353 du 30 avril 1983
- le décret 83 1020 du 29 novembre 1983

Aucune transaction avec les parties liées n'est à mentionner au titre des Règlements 2010-02 et 2010-03 du 2 septembre 2010 de l'Autorité des Normes Comptables, étant précisé que les transactions ne sont pas significatives et/ou sont toutes conclues à des conditions normales de marché.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique. Celle retenue pour le traitement des frais d'acquisitions des différentes catégories d'actifs est la comptabilisation en charge de l'exercice.

1.2.2. Méthodes d'évaluation

Fonds Commercial

Les fonds commerciaux se composent principalement d'éléments incorporels dont la durée d'usage est présumée illimitée. Les valorisations annuelles réalisées permettent de justifier la valeur de ces fonds telle qu'inscrite dans les comptes annuels.

Le fonds commercial (78 k€) est totalement amorti.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Elles sont inscrites à leur valeur d'acquisition. Les amortissements des immobilisations sont principalement calculés suivant le mode linéaire et selon les durées d'utilité suivantes :

- Logiciels = 1 à 5 ans
- Constructions = 30 ans
- Mat. et outillage industriel = de 3 à 20 ans
- Installations techniques = 5 à 15 ans
- Agencements et aménagement des constructions = 6 à 20 ans
- Véhicules = de 3 à 5 ans
- Mobilier de bureau = 5 à 10 ans
- Matériel informatique = 3 à 5 ans

La base amortissable est déterminée à partir de la valeur d'achat des biens, la société ne disposant pas d'élément permettant de définir précisément une valeur résiduelle. Aucune immobilisation n'a fait l'objet d'une approche par composant, aucun composant significatif n'ayant été identifié.

Les dépenses de recherches et développement sont comptabilisées en charge de l'exercice. Par ailleurs, les coûts d'emprunt finançant les actifs ne sont pas incorporés à la valeur de ces actifs.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent principalement à des dépôts et cautionnements versés par la société.

Le cas échéant, les titres de participation et les créances rattachées sont inscrits à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est comptabilisée si cette valeur est inférieure à la valeur d'utilité. La valeur d'utilité des titres de participation est déterminée en fonction de plusieurs éléments d'appréciation tels que l'actif net à la clôture de l'exercice corrigé des éventuelles plus-values latentes, la rentabilité des sociétés concernées, leurs perspectives d'avenir.

Stocks

Les stocks de matières premières, approvisionnements et marchandises sont valorisés au coût d'achat selon la méthode premier entré premier sorti (FIFO). Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production. Les stocks de produits en-cours d'industrialisation sont valorisés à un prix standard.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsqu'il existe un problème de vétusté, quand le prix de vente attendu est inférieur au coût d'achat ou au prix de revient en fonction de l'évolution des marchés et des perspectives d'écoulement des stocks.

Les pièces de rechange du magasin non mouvementées sur une période de 2 ans sont dépréciées de 50 %. Les pièces de rechange du magasin non mouvementées sur une période de 4 ans sont dépréciées à 100 %.

Créances clients

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, sur la base d'une évaluation du risque de non-recouvrement des créances clients.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées lorsqu'il existe une obligation résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont il est probable que l'extinction se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie.

Sur l'exercice, les reprises de provisions pour risques et charges se sont élevées à 362 k€ dont 224 k€ de provisions non utilisées, 88 k€ de provisions pour perte de change et 50 k€ d'autres provisions.

Engagements de retraite

En 2021, la décision du Comité d'Interprétation des IFRS a conduit à modifier le mode d'étalement de la charge d'avantages postérieurs à l'emploi. L'application de cette décision a été autorisée par l'ANC dans sa recommandation n°2013-02 modifiée le 5 novembre 2021. Elle a été effective dans les comptes au 31 décembre 2021. Il s'agit d'un changement de méthode comptabilisé de manière rétrospective, entraînant une baisse de l'engagement retraite de 120 k€ avant impôt avec effet dans les capitaux propres d'ouverture de l'exercice comparatif (2020).

Méthode retenue : méthode des unités de crédit projetées (au prorata de l'ancienneté). Les dirigeants ne sont pas concernés.

Hypothèses :

- Taux d'actualisation : 0.75 %
- Taux d'augmentation des salaires par catégorie :
 - Ouvriers et Employés : entre 3.02 % et 1% en fonction de l'âge
 - Techniciens et Agents de Maîtrise : entre 4.26% et 1% en fonction de l'âge
 - Cadres : entre 3% et 1% en fonction de l'âge
- Table de mortalité : INSEE 2014-2016 par sexe
- Age de départ à la retraite : Age « taux plein » sécurité sociale.

A la clôture de l'exercice, l'engagement s'élève à : 1 385 K€

Rémunérations des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie ; cela conduirait en effet indirectement à donner une rémunération individuelle.

Crédit Impôt Recherche

Sur l'exercice, un crédit d'impôt recherche a été constaté pour 481 k€.

Autres engagements hors bilan

Des emprunts dont le capital restant dû au 31 décembre s'élève à 12 519 k€ font l'objet d'une clause d'exigibilité qui pourrait s'appliquer si le niveau des capitaux propres devient inférieur à la moitié du capital social. Par ailleurs, il existe une clause d'exigibilité en cas de changement d'actionnaire pour un montant de 12 519 K€.

Intégration fiscale

La société BAIKOWSKI a opté pour l'intégration fiscale depuis le 01/01/2020 avec ses deux filiales françaises :

- ALKO (détenue à 100 % - SIREN 482 916 533)
- MATHYM (détenue à 100 % - SIREN 795 157 833)

Chaque société comptabilise sa charge d'impôt sur les sociétés dans ses comptes.

La société BAIKOWSKI a comptabilisé une économie d'impôt sur les sociétés de 683 k€ dans son compte de résultat (imputation du déficit sur le résultat de l'intégration fiscale).

Consolidation

La société est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés du Groupe Baikowski (Siret : 30397038800011) dont le siège social est situé 1046 route de Chaumontet 74330 POISY. Ses comptes consolidés sont disponibles sur le site internet du Groupe.

Faits marquants de l'exercice

Au cours de l'année 2021, Baikowski SA a coordonné la gestion de crise liée à la COVID 19.

Evènements postérieurs à la clôture

La crise russo-ukrainienne accentue les perturbations actuelles des chaînes logistiques et la hausse du coût des matières premières et énergies (gaz, électricité) sur notre site. Une prolongation de ces conditions de marché et/ou un changement de magnitude sont susceptibles d'impacter négativement les opérations et projets, ainsi que la situation financière de la société.

Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés :

La société utilise principalement des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques de change résultant de ses activités opérationnelles. Toutes les opérations sont conformes à la politique interne de gestion des risques de taux de change et répondent aux critères de la comptabilité de couverture.

Pour les couvertures d'actifs ou passifs existants, les instruments dérivés de couverture de change sont évalués à leur juste valeur au bilan et la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat. Le résultat de la couverture est présenté dans la même rubrique (exploitation, financier, exceptionnel) que l'élément couvert. Les justes valeurs des dérivés sont estimées à partir des modèles de valorisations communément utilisés prenant en compte les données issues des marchés actifs.

Au 31 décembre 2021, la comptabilisation de ces instruments a impacté le résultat opérationnel pour un montant de +27 K€ (nominal de 520 000 kJPY).

Au 31 décembre 2021, la comptabilisation de ces instruments dérivés a impacté les comptes de l'entreprise de la manière suivante :

- Résultat opérationnel : +27 K€ au titre des gains/pertes de change latents sur la revalorisation du résultat d'exploitation au cours couvert
- Bilan : +27 K€ revalorisation du résultat d'exploitation au cours couvert.

1.2.3. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

Immobilisations brutes (en k€)	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports	
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 849		60	
Terrains	1 395			
Dont composants				
Constructions sur sol propre	10 657		5	
Constructions sur sol d'autrui				
Const. Install. générales, agenc., aménag.	5 875			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	48 962		422	
Installations générales, agenc., aménag.	4 437		1 179	
Matériel de transport	55			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	640		74	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	741		1 704	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	72 762		3 384	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	7 161			
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	284		172	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 445		172	
TOTAL GENERAL	82 056		3 616	
Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		284	1 625	
Terrains			1 395	
Constructions sur sol propre		93	10 569	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.		95	5 780	
Installations techn., matériel et outillages ind.		1 348	48 036	
Installations générales, agencements divers		53	5 563	
Matériel de transport			55	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		76	638	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	1 938		507	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 938	1 665	72 543	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			7 161	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			456	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			7 617	
TOTAL GENERAL	1 938	1 949	81 785	
Amortissements (en k€)	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 179	138	113	1 205
Terrains				
Constructions sur sol propre	5 952	340	93	6 200
Constructions installations générales, agenc., aménag.	4 225	245	91	4 378
Installations techniques, matériel et outillage industriels	41 282	2 056	1 245	42 094
Installations générales, agenc. et aménag. divers	1 673	403	47	2 029
Matériel de transport	33	12		45
Matériel de bureau et informatique, mobilier	463	66	75	453
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	53 628	3 122	1 551	55 199
TOTAL GENERAL	54 807	3 259	1 664	56 404

1.2.4. Provisions et dépréciations inscrites au bilan

(en milliers d'euros)	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions pour litiges	33	319	33	319
Provisions pour pertes de change	88	33	88	33
Provisions pour pensions, obligations similaires	1 494	10	119	1 385
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer	72	70	72	70
Autres provisions pour risques et charges	86	106	50	142
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 773	538	362	1 949
Dépréciations immobilisations corporelles	309		54	254
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	515	658	515	658
Dépréciations comptes clients	109	109	109	109
Autres dépréciations	38			38
DEPRECIATIONS	971	767	678	1 059
TOTAL GENERAL	2 744	1 305	1 040	3 008
Dotations et reprises d'exploitation		1 305	1 040	
Dotations et reprises financières				

1.2.5. Etat des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES (en milliers d'euros)	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Prêts	135		135
Autres immobilisations financières	322		322
Clients douteux ou litigieux	120	120	
Autres créances clients	6 025	6 025	
Personnel et comptes rattachés	1	1	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	0	0	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	465	465	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	451	451	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	1	1	
Etat, autres collectivités : créances diverses	107	107	
Groupe et associés	2 300	2 300	
Débiteurs divers	466	466	
Charges constatées d'avance	103	103	
TOTAL GENERAL	10 496	10 039	457
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	28		

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts et dettes à plus d'1 an à l'origine	12 519	1 609	9 934	976
Emprunts et dettes financières divers	1 382	1 382		
Fournisseurs et comptes rattachés	2 377	2 377		
Personnel et comptes rattachés	1 747	1 747		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 149	1 149		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	12	12		
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	187	187		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	497	497		
Autres dettes	8	8		
Produits constatés d'avance	123	123		
TOTAL GENERAL	20 001	9 091	9 934	976
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 800			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	8 418			

1.2.6. Charges à payer

CHARGES A PAYER (en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES			
INTERETS COURUS SUR EMPRUNTS	3	7	-4
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	3	7	-4
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH			
FOURN. FACTURES NON PARVENUES	243	355	-112
FOUR. IMMO FACT NON PARVENUES	192	67	125
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	435	422	13
DETTES FISCALES ET SOCIALES			
DETTES PROV. CONGES A PAYER	532	517	15
DETTES PROV. PARTICIP.SALARIES	235		235
PERSONNEL AUT. CHGES 13E MOIS	70		70
PERSONNEL AUT. CHGES 14E MOIS	162	161	1
PERSONNEL AUT. CHGES REMVAR	349	183	166
ORGAN. SOC. CHARGES A PAYER	618	439	179
ETAT CHARGES A PAYER	56	40	16
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	2 022	1 340	682
TOTAL CHARGES A PAYER	2 460	1 769	691

1.2.7. Charges et produits constatés d'avance

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES CONSTATEES AVANCE	103	76	9
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	103	76	9

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE (en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
PRODUITS CONSTATES AVANCE	123	0	123
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	123	0	123

1.2.8. Produits à recevoir

PRODUITS A RECEVOIR (en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
FOURN.AVOIRS A RECEVOIR	0	2	-2
INDEMNITES JOURNALIERES	-24	-55	31
ETAT, PRODUITS A RECEVOIR	107	134	-27
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	83	81	2

1.2.9. Ecart de conversion sur créances et dettes

Nature des écarts	Actif	Perte latente	Ecarts compensés par couverture de change	Provision pour perte de change	Passif	Gain latent
Immobilisations non financières						
Immobilisations financières						
Créances						15
Dettes financières		32		32		
Dettes d'exploitation		1		1		
Dettes sur immobilisations						
TOTAL		33	0	33		15

1.2.10. Capital

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	3 671 665			1,25

Actions de performance

Dans le cadre de l'article L.225-197-1 et suivant du Code du commerce et des autorisations votées en Assemblées Générales, le Conseil d'administration a attribué 8 600 actions gratuites de performance à ses mandataires sociaux, et 8 880 actions gratuites de performance à certains salariés de Baikowski le 5 mars 2019. Ces attributions ont pour objectif d'encourager la réalisation des objectifs long terme de Baikowski et la création de valeur qui doit en découler pour les actionnaires.

Pour ce faire, l'acquisition définitive d'une partie des actions est soumise à des conditions de performance et à l'obligation de présence au sein de la société à la date définitive d'acquisition soit le 6 mars 2021 et le 6 mars 2022 pour le plan de performance à ses mandataires sociaux décidé en 2019, et le 30 avril 2022 pour le plan de performance à certains salariés de Baikowski décidé en 2019.

Au 31 décembre 2021, demeurent 10 030 actions de performance en période d'acquisition autorisée par le Conseil d'administration du 5 mars 2019. Au titre de cette attribution, la société a provisionné au cours de l'exercice 2021, une charge nette de 56 k€. Après prise en compte de la réalisation des critères d'attribution, les 6 913 actions gratuites de performance restant attribuables sont les seuls éléments potentiellement dilutifs existants chez Baikowski SA.

(en milliers d'euros)	Montant
Capitaux propres à la clôture de l'exercice antérieur avant affectations	19 429
Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO	2 316
CAPITAUX PROPRES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	21 745
Variation en cours d'exercice :	
Variation des primes, réserves, report à nouveau	119
Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement	87
CAPITAUX PROPRES AU BILAN DE CLOTURE DE L'EXERCICE AVANT AGO	21 951
VARIATION TOTALE DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE	206

1.2.11. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	5 257	-234	5 491
Résultat exceptionnel à court terme	-269	72	-342
Participation des salariés	-235		-235
RESULTAT COMPTABLE	4 753	-162	4 914

1.2.12. Situation fiscale latente

Rubriques	Montant
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	62
Autres	17
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	5
TOTAL ALLEGEMENTS	84
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	84

1.2.13. Effectif moyen

Effectifs	Personnel salarié
CADRES	33
AGENTS DE MAITRISE/TECHNICIENS	51
EMPLOYES OUVRIERS	48
TOTAL	132

1.2.14. Engagements financiers donnés et reçus

Engagements donnés					
Catégories d'engagements	Total	Au profit de			
		Dirigeants	Filiales	Autres entreprises liées	Autres
VAT 1 230 000 000 JPY	9 524				9 524
LOCATION SIMPLE	164				164
TOTAL	9 688				9 688

Engagements reçus					
Catégories d'engagements	Total	Accordés par			
		Dirigeants	Filiales	Autres entreprises liées	Autres
Caution	211				211
TOTAL	211				211

Le Groupe bénéficie également d'une garantie d'actif/passif jusqu'au 31 janvier 2023. A chaque date d'anniversaire de l'acquisition, le montant de la garantie est ajusté.

Au 31 décembre 2021, le montant de la garantie d'actif/passif est de 267 k€ (montant plafond de la garantie)

Engagements réciproques					
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL					

1.2.3. Filiales et participations

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. Brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux propres	Divid.encaiss.	Val. Nette Titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
ALKO	100	100	643	792	1 424
	235	0	643		10
BAIKOWSKI INC CORP (RESULTAT 1 € = 1,1835 USD)	44	100	762	-1 324	6 822
	5 237	705	762		1 796
MATHYM	44	100	5 480	1 508	302
	-1 239	0	5 480		-898
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
BAIKOWSKI INC JAPAN (RESULTAT 1 € = 129,85 JPY)	537	50	243		32 314
	14 468	412	243		2 306
BAIKOWSKI KOREA CORP (RESULTAT 1 € = 1 353,74 KRW)	111	33	33		805
	718	0	33		91
AUTRES PARTICIPATIONS					
Néant					